

CHRONOLOGIE-CHYPRE

(1er avril - 30 novembre 1998)

24 avril: Dimitri Reppas, porte parole du gouvernement grec déclare que la Grèce est opposée à la suggestion d'une conférence quadripartite sur la question chypriote (Grèce, Turquie, Chypriotes grecs, Chypriotes turcs).

4 mai: Visite de l'émissaire américain Richard Holbrooke à Nicosie. Celui-ci dit avoir demandé aux Chypriotes turcs de cesser de s'opposer aux négociations entre Chypre et l'Union européenne et déplore l'attitude de l'UE à l'égard de la Turquie.

26 juin: Le Président Stéphanopoulos réaffirme devant la Chambre des représentants de la République de Chypre l'engagement de la Grèce de renforcer sa coopération militaire avec Nicosie tant que dureront les menaces turques.

4 juillet: Diego Cordovez, envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, n'a pas réussi à relancer les pourparlers intercommunautaires interrompus depuis août 1997 à l'issue d'une visite de trois jours à Nicosie.

7 juillet: Le Chancelier V. Klima déclare que la présidence autrichienne a demandé à Sir David Hannay de prolonger de six mois sa mission visant à faciliter un règlement à Chypre.

31 août: Le chef de la communauté chypriote turque, R. Denktash propose la Confédération de deux États souverains comme futur statut de Chypre. Le Président Cléridès rejette cette proposition qui est contraire à la Résolution 1179 du Conseil de sécurité de l'ONU du 29 juin 1998 affirmant que le règlement de la question chypriote ne peut être fondé que sur un État avec souveraineté unique et citoyenneté unique.

5 septembre: Le Parlement européen adopte une résolution par 198 voix pour, 179 contre et 15 abstentions invitant la Turquie à contribuer à la reprise du dialogue intercommunautaire à Chypre et à promouvoir la démilitarisation de l'île impliquant le départ des forces armées turques.

5 Octobre: Les délégations de la France et de l'Italie au Conseil des affaires générales de l'UE déclarent que l'adhésion de Chypre ne doit pas être considérée comme automatique. Commentant cette déclaration, le ministre T. Pangalos dit "qu'il est regrettable et immoral que la division de l'île soit considérée comme un obstacle à son adhésion."

5 novembre: Le ministre adjoint des affaires étrangères de Grèce, G. Papandréou déclare que si le règlement de la question de Chypre est une condition préalable à la poursuite et à l'intensification des négociations d'adhésion de Chypre, Athènes émettrait une réserve générale sur l'ensemble du processus d'élargissement de l'UE.

7 novembre: Arrestation à Chypre de deux espions israéliens soupçonnés de travailler pour le compte de la Turquie.

9 novembre: Déclaration conjointe de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et des Pays-Bas rappelant que l'adhésion de Chypre à l'UE doit bénéficier à toutes les communautés et contribuer à la paix civile et à la réconciliation.

10 novembre: Ouverture au niveau ministériel des négociations d'adhésion de Chypre à l'UE. Les ministres des affaires étrangères des 15 constatent que cinq dossiers sur sept que comprend la première phase de négociations sont déjà bouclés.

CHRONOLOGIE-GRÈCE **(1er avril - 30 novembre 1998)**

9 avril: Décès de Mgr Seraphim Archevêque d'Athènes et chef de l'Église orthodoxe de Grèce.

23 avril: Décès à l'âge de 91 ans de Constantin Caramanlis, Premier ministre de 1955 à 1963 puis de 1974 à 1980 et Président de la République de 1980 à 1985 puis de 1990 à 1995.

27 avril: Veto de la Grèce à une reprise de l'aide financière à la Turquie prévue par l'accord d'union douanière avec l'Union européenne et d'un montant de 375 millions d'Ecus.

29 avril: Protestation de l'Ambassadeur de France à Athènes à la suite de propos désobligeants du Ministre Théodore Pangalos à l'égard du Président Chirac jugé trop complaisant envers la Turquie.

9 mai: Élection par le Saint Synode de Mgr Christodoulos, évêque de Volos en remplacement de Mgr Séraphim aux fonctions d'Archevêque d'Athènes et de chef de l'Église orthodoxe de Grèce.

19-21 juin: Conférence gréco-allemande sur la question des réparations au Centre culturel européen de Delphes. L'Allemagne est invitée à accorder des réparations financières pour les dommages causés par elle à la Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale.

24 juillet: Protestation à Washington de la Maison Blanche à la suite des déclarations du Ministre Pangalos qualifiant de mensonge grossier la promesse électorale du Président Clinton de résoudre la question chypriote.

7 août: Arrestation d'un touriste français pour incendie volontaire. 120 000 hectares de forêt ont été ravagés pendant l'été 1998 par des incendies d'origine criminelle.

26 août: Le Parlement grec adopte une loi prévoyant la participation 4 jours par an de tous les Grecs, hommes et femmes à la protection civile du pays.